

**MINISTERE DE L'ACTION SOCIALE  
ET DE LA SOLIDARITE NATIONALE**

-----

**CABINET**

**BURKINA FASO**

-----

*Unité - Progrès - Justice*

**DECLARATION DU BURKINA FASO PRONONCEE PAR  
MADAME LE MINISTRE DE L'ACTION SOCIALE ET DE LA  
SOLIDARITE NATIONALE**

**A l' OCCASION DE LA 3ème CONFERENCE MONDIALE SUR LA  
REDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHES**

**Sendai, Japon, 17 Mars 2015**

**Monsieur le Président,**

**Excellences Mesdames et Messieurs les chefs de délégations,**

**Distingués Délégués,**

Je voudrais, au nom du Gouvernement du Burkina Faso, adresser mes vives félicitations au Président de cette troisième Conférence mondiale sur la réduction des risques de catastrophe, pour sa brillante élection à la présidence de notre Conférence.

Je voudrais également saluer le vaillant peuple japonais, véritable modèle en prévention et en relèvement dans le domaine des catastrophes, pour l'accueil chaleureux réservé à ma délégation et pour la parfaite organisation de cette rencontre de très haut niveau portant sur la réduction des risques de catastrophe.

Je saisis cette opportunité pour réitérer nos remerciements à la communauté internationale pour son soutien suite à l'insurrection populaire survenue les 30 et 31 octobre 2014 dans mon pays qui a abouti à la mise en place d'un gouvernement de la transition avec pour missions principales l'organisation des élections présidentielles et législatives en octobre 2015 et la

résolution des problèmes urgents de l'heure au nombre desquels la réduction des risques de catastrophe.

Le Gouvernement du Burkina Faso, voudrait ainsi par ma voix, réaffirmer son adhésion à la position commune africaine pour la réduction des risques de catastrophe dans l'agenda post-2015.

**Monsieur le Président,**

**Mesdames, Messieurs,**

Mon pays, le Burkina Faso, subit les effets néfastes de la variabilité et des changements climatiques, l'exposant ainsi à un certain nombre de catastrophes naturelles dont les plus fréquentes sont les inondations, les épidémies, les sécheresses et les vents violents, avec des répercussions négatives sur son économie, principalement basée sur les secteurs de production primaire, notamment l'agriculture et l'élevage.

Vous avez encore en mémoire les inondations du 1er septembre 2009 qui ont fait 119 356 sinistrés, 46 morts, 63 blessés et 1 personne disparue.

11 régions sur les 13 que compte le pays ont été touchées et les pertes en terme de flux financiers et les dégâts matériels ont été évalués respectivement à plus de 90

millions de dollars US et à plus de 30 millions de dollars US, ce qui a eu pour conséquence, la non réalisation de certains projets prioritaires planifiés.

M'appuyant sur cette opportunité qui m'est offerte, je voudrais exprimer, au nom du Gouvernement du Burkina Faso, mes sincères remerciements et ma profonde gratitude à tous les pays et organisations internationales qui nous ont témoigné leur solidarité lors de ces inondations qui constituent l'une des pires catastrophes de l'histoire de notre pays.

**Monsieur le Président,**

**Mesdames, Messieurs,**

Le Burkina Faso, dans un esprit de responsabilité politique et en tant qu'Etat souverain, a entrepris des actions tendant à renforcer les capacités de résilience de ses populations, par une préparation et une meilleure organisation de la réponse lors des situations d'urgence. C'est ainsi que s'appuyant sur un certain nombre de cadres normatifs et réglementaires notamment, les objectifs du Millénaire pour le Développement OMD et la

Stratégie de croissance accélérée et de développement durable SCADD 2011-2015, il a adopté les référentiels suivants :

- le plan national multirisque de préparation et de réponse aux catastrophes en 2008 ;
- les plans d'organisation des secours (plans ORSEC) en 2010 ;
- la stratégie nationale de prévention et de gestion des risques et catastrophes en 2012 assortie d'un plan d'actions ;
- la loi d'orientation relative à la prévention et à la gestion des risques, des crises humanitaires et des catastrophes en 2014.

**Monsieur le Président,**

**Mesdames, Messieurs,**

La présente session vient à point nommé car la mise en œuvre de l'agenda de développement de mon pays est souvent perturbée par des catastrophes dont l'intensité et la fréquence se sont accrues du fait des changements climatiques et de la dégradation de l'environnement. Ainsi, au cours de ces dernières décennies, le Burkina

Faso a connu en moyenne une catastrophe tous les trois ans.

Elle nous donne l'occasion de nous concentrer en vue d'identifier les meilleurs moyens ainsi que les actions pertinentes qui nous permettront individuellement et collectivement de faire face, durant la période post-2015, aux multiples défis qui mettent nos populations constamment en danger.

D'ores et déjà le gouvernement du Burkina Faso prend l'engagement, sur la base des résultats de cette évaluation, d'élaborer cette année, un plan d'action national 2015-2019 pour le renforcement des capacités des acteurs pour la réduction des risques et la préparation à la réponse aux urgences.

Ce Plan d'action servira de cadre pour la mise en œuvre des dispositions prévues par le Cadre international pour la réduction des risques de catastrophes (RRC) qui sera adopté par la présente conférence.

Pour cela, le Burkina Faso compte sur l'accompagnement de ses partenaires bilatéraux et multilatéraux.

**Monsieur le Président,**

**Mesdames, Messieurs,**

Je voudrais terminer mon propos par cette note d'espoir, en formulant le vœu qu'avec notre volonté à tous, les conclusions de cette Conférence de Sendai que je souhaite fructueuses et consensuelles, permettent de marquer un pas décisif vers une réduction sûre et durable des risques et ce, pour un avenir meilleur pour nous-mêmes et pour les générations futures.

**Plein succès à nos travaux**

**Je vous remercie pour  
votre aimable attention**